LES MENSONGES DU FN SUR L'IMMIGRATION

Le FN fait de la stigmatisation des immigrés son fonds de commerce privilégié. L'immigration est présentée, tout comme l'Union européenne, comme une source de *« mauvaises dépenses publiques »,* et les immigrés sont accusés de prendre le travail des Français, de coûter cher à l'État et à la Sécurité sociale, voire d'être à l'origine de la montée de la délinquance et de l'insécurité.

Ces accusations sont fausses et infondées. Il est illégitime, d'un point de vue éthique, d'aborder le sujet de l'immigration sous le prisme de calculs mesquins de pertes et profits. Il n'en reste pas moins que, même dans le cadre d'une telle analyse, les arguments du FN sont mensongers.

Les immigrés participent à la création des richesses et apportent aux pays d'accueil

Les immigrés apportent avant tout la main d'œuvre dont l'économie a besoin. Par leur travail, ils participent à la création des richesses. De plus, leur consommation génère une demande pour les entreprises. Enfin, la réponse aux besoins des immigrés, comme ceux des autochtones, suppose le développement des services et des infrastructures publics, ce qui alimente aussi la machine économique.

La majorité des études et travaux menés sur les conséquences économiques générales de l'immigration sur les pays d'accueil convergent sur le fait que l'immigration a un effet positif sur l'ensemble de l'économie. Les rares études qui arrivent à la conclusion contraire reconnaissent que l'effet négatif est très faible, voire quasi nul.

La majorité des études confirme également que l'immigration a généralement un effet positif sur les finances publiques. Autrement dit, les immigrés apportent plus qu'ils ne coûtent aux caisses de l'État et de la Sécurité sociale.

Le FN présente les choses comme si les immigrés prenaient de l'argent dans les caisses de l'État, sans y contribuer. Un seul exemple pour illustrer son cynisme en la matière : le FN ne dit jamais que les immigrés, comme les autochtones, paient l'impôt sous plusieurs formes : l'impôt sur le revenu, la taxe d'habitation voire la taxe foncière, et surtout la TVA.

Idem pour ce qui concerne la Sécurité sociale. Les immigrés cotisent, y compris les « travailleurs sans papiers » : des travailleurs privés de droits car sans papiers, mais qui cotisent à la Sécurité sociale.

Contrairement aux diffamations du FN, les immigrés ne prennent pas le travail des Français

Les études disponibles confirment également que s'agissant de l'emploi, il y a complémentarité entre les postes occupés par les autochtones et ceux occupés par les immigrés ; preuve que les immigrés ne prennent pas le travail des Français.

En revanche, les immigrés se trouvent généralement dans des situations plus fragiles, même si leur niveau d'étude tend à augmenter. Le patronat s'appuie sur cette fragilité pour peser sur les salaires et les conditions de travail de l'ensemble des salariés. Il n'en demeure pas moins que, selon les études disponibles, la présence des immigrés a un effet positif sur le salaire des salariés autochtones : elle permet aux autochtones d'occuper des postes généralement plus qualifiés et plus rémunérés.

Un autre mensonge du FN : l'immigration serait la cause du chômage en France. Par cette affirmation gratuite, le FN camoufle la vraie cause du chômage qui est bien la recherche des profits pour les actionnaires : si les entreprises licencient ou n'embauchent pas assez, c'est parce qu'elles veulent augmenter les profits.

De plus, toutes les études menées sur le sujet montrent qu'il n'y a pas de lien de cause à effet entre l'immigration et le chômage. Ainsi, les immigrés représentent 28 % de la population au Canada et 15 % en Allemagne. Le taux de chômage dans

ces deux pays est de 6 et 4 % respectivement. En France, les immigrés représentent 12 % de la population, alors que le taux de chômage est de 10 %.

Ce constat vaut aussi pour les flux plus récents d'immigration : dans les pays qui accueillent beaucoup plus d'immigrés que la France, le taux de chômage est nettement plus faible.

La discrimination à l'encontre des immigrés affaiblit les droits des salariés autochtones

Au regard de ces réalités, on mesure l'ampleur du cynisme du FN lorsque, soi-disant pour préserver l'emploi des Français, il veut instaurer une *« taxe sur l'embauche de salariés étrangers »*. Il faut bien préciser que cette taxe existe déjà, ce qui n'a pas empêché que 6 millions de personnes soient exclus du travail et privés d'emploi en France.

Comme dans d'autres domaines, le FN entend ici camoufler la vraie cause du chômage. Par cette mesure discriminatoire, il compte dédouaner complètement le patronat qui décide de licencier ou de ne pas embaucher. C'est donc aux patrons de financer les indemnités-chômage et non aux salariés qui en sont victimes, indépendamment de leur origine.

Des exemples historiques montrent que dans les pays qui ont instauré des mesures discriminatoires envers les salariés selon leurs origines, tous les salariés, aussi bien les étrangers que les autochtones, se sont trouvés perdants. C'est par exemple le cas de l'Irlande du nord où, dans les années 1960-70, les salariés protestants bénéficiaient d'avantages au détriment des salariés catholiques. Ces discriminations, qui ont donné lieu à de grands mouvements pour la défense des droits civils et de l'égalité, n'ont pas empêché la crise de s'installer – notamment dans les chantiers navals de Belfast. Celle-ci a touché tous les salariés, indépendamment de leur origine. Les salariés ont connu misère, chômage, violence. Pendant ce temps le capital n'était pas inquiété.

De plus, les mesures discriminatoires sont contraires au droit international et aux normes de l'Organisation internationale du travail (OIT) qui protègent les salariés, quelle que soit leur origine ou leur nationalité.

Combattre la mondialisation libérale nécessite plus de droits pour tous les salariés à travers le monde, sans discrimination. Remettre en cause ces droits, c'est fragiliser tous les salariés, parmi lesquels les salariés français que le FN prétend défendre.

Voilà une autre preuve de l'imposture du parti d'extrême droite.